

Le point eau et climat du PFE



*Le point trimestriel du Partenariat Français pour l'Eau sur le dossier eau et climat
Par Solène Fabrèges, chargée de mission, coordinatrice du groupe de travail sur le climat*

RETOUR SUR LA COP23 DE BONN : UN BILAN EN DEMI-TEINTE

Un rapport publié par le Global Carbon Project en novembre 2017 a montré que les émissions humaines de CO₂ sont reparties à la hausse en 2017 après trois années de stagnation. Un appel signé par 15 000 scientifiques du monde entier a également tiré la sonnette d'alarme quant à la dégradation de notre environnement, accentuée par le changement climatique. Les événements extrêmes se sont multipliés dans le monde dans les mois passés, nous rappelant l'urgence d'agir.

Au même moment, les négociateurs réunis à l'occasion de la COP23 à Bonn avaient pour objectif de préparer les textes de mise en œuvre de l'Accord de Paris, dans la lignée de la COP de Marrakech. L'objectif était en particulier de préparer le dialogue de facilitation, devenu « dialogue de Talanoa » afin de réaliser un premier bilan des efforts faits par les Etats et de préparer la révision à la hausse de leurs engagements (NDCs) pris à la COP21 d'ici 2020.

Les différentes îles représentées à Bonn, en particulier les Iles Fidji qui présidaient cette COP, espéraient donner une visibilité particulière à l'adaptation et aux pertes et préjudices. Cependant, les avancées réalisées ont été relativement mineures, malgré quelques succès sur les dossiers de l'agriculture, des océans, du genre et des peuples autochtones.

Cette année encore, l'eau a trouvé sa place au sein d'une zone société civile (zone Bonn) foisonnante qui contrastait avec le rythme et le ton de la zone des négociations.

En zone Bonn, de nombreux événements ont permis de mettre en lumière les enjeux de l'eau et du climat. La journée eau organisée le 10 décembre a donné une réelle visibilité à l'eau au milieu de 6 autres thématiques (utilisation des terres, océans, énergie, industrie, établissements humains, transport).

Plusieurs alertes ont été lancées au niveau politique, en particulier par les chefs d'Etat des pays du G77 (pays en développement) qui ont appelé les pays développés à appliquer rapidement des mécanismes justes et efficaces pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris et demandé l'allocation effective des financements promis dans le cadre de cet Accord.

UNE VOLONTE DE LEADERSHIP DE LA FRANCE

Dans ce contexte, la France semble vouloir se positionner en leader de la lutte contre le changement climatique, comme en témoignent la publication du plan climat au cours de l'été 2017 et l'organisation du *One Planet Summit* en décembre. Les engagements pris à l'occasion de cet événement sont venus compléter ceux

annoncés lors de la COP23 par le Président français (appui financier au GIEC, coopération rapprochée avec l'Allemagne pour le développement du renouvelable, mise en place d'un marché carbone européen etc.).

Dans le domaine de l'eau on notera en particulier le soutien politique apporté par la France au projet d'incubateur « 100 projets eau et climat pour l'Afrique » avec pour objectif de mobiliser une dotation de 20 millions d'euros pour faire émerger ces projets sur 5 ans.

En parallèle, la France finalise son nouveau plan d'adaptation au changement climatique.

QUELLES PERSPECTIVES POUR 2018 ?

Il est désormais urgent de mettre en œuvre de manière concrète ces différents engagements. Si certaines actions ont d'ores et déjà été lancées – on notera en par exemple le budget participatif annoncé par Nicolas Hulot à la COP23 qui vise à financer la société civile pour des projets dans les domaines de l'énergie, de l'économie circulaire et de la biodiversité – d'énormes besoins en financements restent à combler.

Au niveau international, le GIEC devrait produire en septembre son rapport spécial sur les +1,5°C, qui viendra alimenter le dialogue de facilitation. La COP24 de Katowice devrait jouer un rôle important dans le cadre du processus de bilan et des révisions des engagements des Etats pour l'atténuation et l'adaptation.

Le 12-14 septembre 2018, le Global Climate Action Summit rassemblera les acteurs non étatiques à San Francisco pour accélérer l'action et favoriser l'émergence de nouveaux engagements.

ET LE PFE DANS TOUT CELA ?

Le PFE apportera sa contribution à l'occasion de ces différentes échéances, en poursuivant son travail de plaidoyer et de valorisation de l'expertise française notamment à Bonn, à San Francisco et à Katowice. Il produira un document de communication et de prospective sur les enjeux liés à l'eau dans un monde à +4°C avec pour objectif de contribuer à relancer l'élan qui avait suivi la COP21 mais qui a semblé s'essouffler en 2017. Son action visera aussi à convaincre la communauté internationale de l'eau de faire évoluer sa communication collective.

A PROPOS DU PFE

Le Partenariat Français pour l'Eau, présidé par l'ancien député Jean Launay, est la plateforme française publique et privée qui rassemble 140 membres actifs à l'international au sein de 6 collèges: État et ses établissements publics, ONG, associations et fondations, collectivités territoriales et parlementaires, acteurs économiques, instituts de recherche de formation ainsi que des personnalités qualifiées. Il porte depuis 10 ans un plaidoyer au niveau international pour que l'eau constitue une priorité dans les politiques mises en œuvre et valorise les savoir-faire français.

<http://www.partenariat-francais-eau.fr>



ILS SONT MEMBRES DU PFE



Retrouvez notre kit pédagogique eau et climat ici